



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021



SOMMAIRE

3 > ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE
RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

4 > RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

8 > COMPTES SEMESTRIELS INDIVIDUELS CONDENSÉS

32 > RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

ACTEUR MAJEUR FRANÇAIS DE LA BOURSE EN LIGNE, BOURSE DIRECT INTÈGRE TOUS LES MÉTIERS DU COURTAGE EN LIGNE, DE LA TRANSACTION BOURSIÈRE AUX SERVICES DE BACK OFFICE ET D'EXÉCUTION. L'ACTION BOURSE DIRECT, ÉLIGIBLE AU PEA-PME, (CODES : FR0000074254, BSD) EST COTÉE SUR LE COMPARTIMENT C EURONEXT PARIS.

ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Paris, le 31 août 2021

En ma qualité de Président du Directoire de Bourse Direct, j'atteste qu'à ma connaissance, les comptes semestriels individuels condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Catherine Nini
Président du Directoire

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU PREMIER SEMESTRE 2021

En M€	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020	Var*
Produits d'exploitation bancaire	24,3	23,6	3,1 %
Charges d'exploitation bancaire	-3,5	-3,1	12,2 %
Produit Net Bancaire	20,8	20,5	1,7 %
Charges d'exploitation	-14,9	-14,8	0,7 %
Résultat d'exploitation	5,9	5,7	4,1 %
Impôts sur les bénéfices	-1,7	-1,8	-2,9 %
Résultat Net	4,2	3,9	7,9 %

* Les variations sont calculées sur la base des données en euros.

ÉVOLUTION DU MARCHÉ AU 1^{ER} SEMESTRE 2021

Dans un environnement de vaccinations massives et de ré-ouverture progressive des économies, le CAC40 a enregistré une très belle performance au cours du 1^{er} semestre 2021, en hausse de 17,23 %, soit près de 1 000 points de croissance, à 6 509,63. L'indice français n'avait pas connu une telle évolution depuis le 1^{er} semestre 1998.

L'indice STOXX600 a grimpé de 13,5 % et le DAX allemand de 13,2 %, tous deux ayant récemment inscrit des records historiques. Outre-Atlantique, le Dow Jones et le NASDAQ ont progressé de plus de 12 % et le S & P 500 de 14,3 %.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DE BOURSE DIRECT AU 1^{ER} SEMESTRE 2021

Au cours du 1^{er} semestre 2021, l'activité de Bourse Direct est restée soutenue avec des clients particuliers actifs sur les marchés. Le nombre d'ordres exécutés s'établit ainsi à plus de 3 410 000 au 1^{er} semestre 2021 contre plus de 3 440 000 ordres au 1^{er} semestre 2020, soit une quasi-stabilité par rapport au 1^{er} semestre 2020 qui s'inscrivait dans un contexte exceptionnel de début de crise sanitaire. Le nombre d'ordres exécutés s'inscrit en hausse de 8,0 % par rapport au 2^{ème} semestre 2020.

Le recrutement de nouveaux clients au cours de ce semestre 2021 est en croissance de 46,2 % par rapport au 2^{ème} semestre 2020 mais en baisse de 25,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2020, ce dernier s'inscrivant dans le contexte exceptionnel évoqué. Bourse Direct enregistre plus de 228 000 comptes au 30 juin 2021 en hausse de 18,5% par rapport au 30 juin 2020.

Au cours du 1^{er} semestre, Bourse Direct a fait l'acquisition d'une société spécialisée dans la commercialisation de produits d'Épargne et renforce ainsi son expertise dans ce métier. Par ailleurs, l'acquisition d'une participation majoritaire dans la société EXOE, table de marché externalisée indépendante, est en cours de finalisation afin de compléter son offre de service à une clientèle institutionnelle.

RÉSULTATS DE BOURSE DIRECT

Les produits d'exploitation bancaire de Bourse Direct s'établissent à 24,3 millions d'euros au 1^{er} semestre contre 23,6 millions d'euros en 2020, en hausse de 3,1 % par rapport au 1^{er} semestre 2020 et de 14,6 % par rapport au 2^{ème} semestre 2020.

Les charges d'exploitation bancaire s'élèvent à 3,5 millions d'euros.

Ainsi, le produit net bancaire s'inscrit à 20,8 millions d'euros contre 20,5 millions d'euros en 2020, soit une hausse de 1,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2020 et de 14,1 % par rapport au 2^{ème} semestre 2020.

Les charges d'exploitation générale ont enregistré une augmentation sur la période et s'élèvent à 14,9 millions d'euros contre 14,8 millions d'euros au premier semestre 2020 soit 0,9 % de hausse.

Le résultat d'exploitation du 1^{er} semestre 2021 s'inscrit ainsi à 5,9 millions d'euros, contre 5,7 millions d'euros sur la même période en 2020 en croissance de 4,1 % par rapport au 1^{er} semestre 2020 et de 51,4 % par rapport au 2^{ème} semestre 2020.

Le résultat net de Bourse Direct s'établit à 4,2 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2021, contre 3,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2020 en croissance 7,9 %.

STRUCTURE DE BILAN

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 68,2 millions d'euros au 30 juin 2021 et la société dispose d'une situation financière solide avec une trésorerie propre d'un montant de 45,4 millions d'euros à cette date. Bourse Direct a procédé à la distribution d'un dividende en mai 2021.

RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE À VENIR

Malgré des campagnes de vaccination massives dans de nombreux pays, la situation sanitaire reste un point d'attention majeur avec la propagation des différents variants. Les marchés qui ont connu une belle croissance au cours du 1^{er} semestre pourraient être fragilisés.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXAMEN DES COMPTES

La société n'a pas connu d'événements importants depuis la date d'examen des comptes semestriels par le Conseil de surveillance.

PERSPECTIVES

Bourse Direct poursuit le développement de son activité bourse en 2021 et offre à ses clients des services toujours plus innovants, en les adaptant aux évolutions technologiques, tout en conservant les tarifs les plus compétitifs du marché, associé à un service d'experts de la bourse et de pédagogie.

La société entend également diversifier son offre vers une clientèle d'institutionnels et accélérer le développement de son pôle Epargne.



COMPTES SEMESTRIELS INDIVIDUELS CONDENSÉS

COMPTE DE RÉSULTAT

(En euros)	Note	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Intérêts et produits assimilés		1 825 749	2 153 144
Intérêts et charges assimilées		-43 461	-44 877
Revenus des titres à revenu variable		-	-
Commissions (produits)		21 393 332	21 077 586
Commissions (charges)		-3 491 082	-3 105 659
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		4 195	-156 566
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-5 459	-3 023
Autres produits d'exploitation bancaire		1 131 220	551 800
Autres charges d'exploitation bancaire		-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	14	20 814 495	20 472 404
Charges générales d'exploitation	15	-14 082 705	-13 857 583
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles		-761 268	-853 190
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		5 970 522	5 761 632
Coût du risque	16	-38 674	-64 257
RESULTAT D'EXPLOITATION		5 931 848	5 697 375
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS		5 931 848	5 697 375
Résultat exceptionnel	17	39 728	14 002
Impôts sur les bénéfices	18	-1 713 296	-1 764 200
RESULTAT NET		4 258 280	3 947 177
Résultat net par action		0,08	0,07
Résultat net dilué par action		0,08	0,07

BILAN ACTIF

ACTIF (En euros)	Note	30.06.2021	31.12.2020
Caisse, banques centrales, C.C.P.	4	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	4	-	-
Créances sur les établissements de crédit	4	1 087 409 895	1 004 687 504
Opérations avec la clientèle	11	23 714 123	13 158 661
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable	5	91 358 653	115 042 226
Participations et autres titres détenus à long terme	6	1 454 354	1 195 847
Parts dans les entreprises liées		480 214	480 214
Immobilisations incorporelles	7	20 150 781	18 807 772
Immobilisations corporelles	8	1 888 414	1 928 411
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres	13.4	3 168 193	3 221 622
Comptes de négociation et de règlement	9	69 159 335	14 326 847
Autres actifs	10	33 562 285	12 964 316
Comptes de régularisation		2 004 680	1 712 659
TOTAL ACTIF		1 334 350 928	1 187 526 078

BILAN ACTIF

PASSIF (En euros)	Note	30.06.2021	31.12.2020
Banques centrales, C.C.P.	4	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	4	76 694 273	101 213 127
Opérations avec la clientèle	11	1 082 727 464	948 290 116
Dettes représentées par un titre	5	4 168 211	5 391 190
Autres passifs		25 266 667	35 146 794
Comptes de régularisation		1 967 856	1 206 479
Comptes de négociation et de règlement	9	73 596 979	26 885 302
Provisions	12	1 746 785	1 708 272
Dettes subordonnées		-	-
CAPITAUX PROPRES	13	68 182 693	67 684 799
Capital souscrit		13 814 097	14 064 297
Primes d'émission		22 179 256	23 001 593
Réserves		1 399 032	1 399 032
Report à nouveau		26 532 027	23 114 776
Résultat de l'exercice		4 258 280	6 105 100
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		1 334 350 928	1 187 526 078

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(En euros)	30.06.2021	31.12.2020	30.06.2020
Résultat après impôts	4 258 280	6 105 100	3 947 177
+/- Amortissement net des immobilisations corporelles et incorporelles	761 268	1 680 928	853 190
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-
+/- Dotations nettes aux provisions	38 513	780 033	90 000
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-	-
+/- Pertes nettes / gains nets des activités d'investissement	-	-	-
+/- (Produits) / Moins value de cession	-	-	-
+/- Autres mouvements	-	-	-
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt ou non liés à l'activité	799 781	2 460 961	943 190
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-115 747 653	-223 802 961	-67 205 990
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	123 881 887	175 596 460	45 789 841
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	14 339 783	38 856 413	18 225 992
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs	-28 393 428	15 735 350	7 089 134
= Diminution / (Augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-5 919 412	6 385 262	3 898 976
TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	-861 351	14 951 322	8 789 343
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-258 508	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-2 064 280	-1 900 237	-614 999
TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT(B)	-2 322 788	-1 900 237	-614 999
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-2 687 849	-1 089 404	-1 089 404
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	53 429	-2 163 687	544 389
TOTAL DES FLUX NETS DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT(C)	-2 634 420	-3 253 091	-545 015
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	-5 818 559	9 797 994	7 629 329
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	51 266 728	41 468 734	41 468 734
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	45 448 168	51 266 728	49 098 063
VARIATION NETTE DE TRESORERIE	-5 818 559	9 797 994	7 629 329

ANNEXE AUX COMPTES INDIVIDUELS SEMESTRIELS CONDENSÉS ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2021

1. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels condensés arrêtés au 30 juin 2021 ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis en France qui sont essentiellement ceux décrits ci-dessous. La société présente ses états de synthèse dans le format requis pour les Entreprises d'Investissement (EI).

1.1 OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE, ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE

Les titres sont classés en fonction de :

- > **leur nature** : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu variable ;
- > **leur portefeuille de destination** : transaction, placement, investissement correspondant à l'objet économique de leur détention.

Chaque catégorie de portefeuille suit la règle d'évaluation suivante :

> **Titres de transaction** : ce sont les titres négociables sur un marché liquide qui sont acquis dans une intention de revente à brève échéance et dans un délai maximal de six mois. Ils font l'objet d'une évaluation sur la base de la valeur de marché à la date de clôture de la période. Le solde des gains et des pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés dans le cadre de cession des titres, est porté au compte de résultat.

> **Titres de placement** : ce sont les titres qui sont acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, à l'exception de ceux qui entrent dans la catégorie des titres d'investissement. Les actions et autres titres à revenu variable sont inscrits au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Les obligations et autres titres à revenu fixe sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition, et concernant les obligations, hors intérêts courus non échus à la date d'acquisition. Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées en compte de résultat sur la durée de vie des titres concernés.

À la fin de la période, les titres sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Dans le cas de titres cotés, celle-ci est déterminée en fonction du cours de bourse le plus récent. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins-values latentes ainsi constatées, et seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres. Le calcul tient compte le cas échéant des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

> **Titres d'investissement** : il s'agit de titres à revenu fixe que Bourse Direct a l'intention de détenir de façon durable et pour lesquels la société dispose de moyens lui permettant :

- > soit de se protéger de façon permanente contre une dépréciation des titres due aux variations de taux d'intérêt au moyen d'une couverture par des instruments financiers à terme de taux d'intérêt ;
- > soit de conserver effectivement les titres durablement par l'obtention de ressources, incluant les fonds propres disponibles globalement adossées et affectées au financement de ces titres.

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de la période, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation du portefeuille titres sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

1.2 EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉES

Ce poste comprend les bons du Trésor et autres titres de créances sur des organismes publics émis en France, ainsi que les instruments de même nature émis à l'étranger, dès lors qu'ils sont éligibles aux interventions de la banque centrale du ou des pays où se trouve implanté l'établissement.

La valeur d'inventaire est déterminée par rapport au cours de ces bons, le dernier jour de l'arrêté de la période.

1.3 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

Les créances sur la clientèle comportent les créances vis-à-vis de sociétés liées ainsi que les créances de la clientèle. Ces créances sont enregistrées à leur valeur nominale après déduction des dépréciations économiquement nécessaires à la clôture de la période. La société applique les articles 2211-1 à 2231-5 et 2251 du Règlement ANC 2014-07 relatifs au traitement comptable du risque de crédit et distingue comptablement les encours sains des encours douteux ; lorsqu'un passage en perte est envisagé, du fait de la forte dégradation des perspectives de recouvrement, les encours douteux sont considérés comme compromis et identifiés en tant que tels.

1.4 ACTIONS PROPRES

Au 30 juin 2021, Bourse Direct détient 1 507 009 de ses propres titres dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres, soit 2,73 % de son capital social. Ces titres sont affectés à l'objectif d'annulation et ne font pas l'objet d'une dépréciation si la valeur boursière à la date de clôture est inférieure à leur valeur d'acquisition. Jusque fin 2020, la société détenait par ailleurs également des titres dans le cadre d'un contrat de liquidité. Ces derniers étaient classés en titres de transaction et sont valorisés selon la méthode du FIFO.

1.5 PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Il s'agit de titres ou de parts dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise. La valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat y compris les frais accessoires. A la date d'arrêté, ces éléments sont, le cas échéant, dépréciés pour les ramener à leur valeur d'inventaire. La valeur d'inventaire est déterminée par le biais d'une analyse multicritères : les principaux paramètres sont les perspectives de rentabilité et la quote-part de la société dans la situation nette.

1.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles, valorisées à leur coût d'acquisition ou de production, sont amorties ou dépréciées selon les critères suivants :

- > les amortissements des logiciels sont calculés selon la méthode linéaire sur 3 ans ;
- > les marques ne sont pas amorties.

Le fonds commercial, dont la durée d'utilisation est non limitée conformément aux critères définis dans l'article 214-1 du règlement ANC n°2015-06, est enregistré au coût d'acquisition incluant les frais d'acquisition. Il fait l'objet d'une évaluation semestrielle de sa valeur d'utilité basée sur une méthode multicritères. Une dépréciation est enregistrée lorsque la valeur ainsi calculée est inférieure à la valeur nette comptable du fonds commercial.

Les autres immobilisations incorporelles sont principalement constituées de développements technologiques et font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée de 1 à 3 ans. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique. Les logiciels produits par la société sont immobilisés sur la base de leur prix de revient, déterminé à partir des temps passés et d'un coût horaire, et des factures reçues de prestataires externes, dès lors que le projet est identifié et fait l'objet d'un cahier des charges précis. L'amortissement de ces logiciels débute dès leur mise en service, et est effectué sur la durée d'utilisation prévue, n'excédant pas 3 ans.

1.7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles brutes figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges de l'exercice, sauf ceux exposés pour une augmentation de productivité, ou la prolongation de la durée d'utilisation d'un bien.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire, sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations, et en accord avec la législation fiscale en vigueur. Une durée d'amortissement supérieure peut être appliquée pour certains biens spécifiques sur la base d'une note technique. Ces durées sont principalement les suivantes :

(En euros)	Nombre d'années
Agencements, installations des constructions	3 à 10
Installations générales	5 à 10
Matériel de bureau et informatique	2 à 5
Mobilier	5 à 10

1.8 AUTRES ACTIFS

Les autres actifs sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des dépréciations et des amortissements économiquement nécessaires.

1.9 COMPTES DE NÉGOCIATION ET DE RÈGLEMENT

Ce poste recouvre les comptes de négociation et de règlement qui enregistrent, au coût historique, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte propre ou pour compte de tiers, dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées. Sur le marché au comptant français, la date de transfert de propriété est la date de négociation.

Lorsque la date de transfert de propriété est postérieure à la date de négociation, les titres sont, dans l'intervalle, inscrits au hors bilan.

Les comptes de négociation et de règlement englobent également les opérations sur titres (coupons, souscription...) échues et non encore dénouées (cas de certaines places étrangères).

1.10 PROVISIONS

Les provisions pour risques et pour charges, conformément aux prescriptions des articles 322-2 à 322-3 et 323 du Règlement ANC n° 2014-03, sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours à la date d'arrêtent rendent probables.

1.11 INDEMNITÉS DE DÉPART À LA RETRAITE

Les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière pour les salariés de la société sont évalués en application de la méthode préférentielle. Le calcul des engagements est fondé sur la méthode actuarielle. Selon cette méthode, le montant des engagements est déterminé en calculant le montant des prestations dues à la date de départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date. Sont ensuite pris en compte les facteurs d'actualisation et de probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

Les hypothèses actuarielles retenues dans le cadre de cette évaluation sont les suivantes :

- > Taux d'escompte : 0,40 %
- > Taux de mortalité : TH/TF 2000-2002
- > Inflation : 2,00 %
- > Taux de rotation : de 72 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les cadres et de 50 % à 0 % de 20 ans à 55 ans pour les non cadres. 0 % à partir de 56 ans.

- > Evolution future des salaires : 1,50 %
- > Charges patronales : 59,00 %
- > Age de départ à la retraite : De 60 à 67 ans selon l'année de naissance et le statut.

Enfin, le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation est appliqué pour déterminer les engagements à la date d'évaluation. Le montant de cet engagement ainsi calculé est enregistré au passif du bilan dans le poste des provisions pour charges.

1.12 RECONNAISSANCE DES REVENUS

Les revenus d'exploitation bancaire regroupés sous la rubrique « Commissions - Produits » sont essentiellement constitués par :

- > les commissions et courtages,
- > les revenus du SRD et du ROR,
- > les droits de garde,
- > les autres services offerts à la clientèle.

Ils sont reconnus sur la base du relevé des opérations de la période écoulée fourni par l'ensemble des intermédiaires négociateurs et teneurs de comptes.

Les frais de compensation, tenue de comptes et de négociation versés à l'intermédiaire qui exécute les ordres de clients sur le marché, ainsi que la rémunération des différents intermédiaires figurent en charges d'exploitation bancaire sous la rubrique « Commissions - Charges ».

Les revenus connexes aux services d'investissement, correspondant aux activités suivantes qui se situent dans le prolongement des activités de Bourse Direct sont regroupés sous la rubrique « Autres produits d'exploitation bancaire » :

- > les rémunérations de comptes clients,
- > les produits d'activités annexes,
- > les autres produits financiers.

Les revenus de trésorerie sont reconnus sur la base du taux d'intérêt applicable à la date d'arrêt, compte tenu du fait que les placements sont maintenus jusqu'à leur échéance.

Le chiffre d'affaires est la somme des produits de commissions, des revenus connexes, des revenus de trésorerie ainsi que des gains sur opérations de portefeuille de négociation liés à l'activité clients.

1.13 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel enregistre l'ensemble des éléments qui, du fait de leur nature ou de leur montant, ne peuvent pas être rattachés aux activités ordinaires de l'entreprise.

1.14 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net revenant à la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, déduction faite des titres d'autocontrôle. Le résultat dilué par action correspond à la division entre, au numérateur, le résultat net de la société avant dilution corrigé des éléments liés à l'exercice des instruments dilutifs et, au dénominateur, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période augmenté du nombre d'actions qui seraient créées dans le cadre de l'exercice des instruments dilutifs, déduction faite des titres d'autocontrôle. Des éléments dilutifs existent au 30 juin 2021. Cf 13.3.

2. CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Par rapport aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société n'a procédé à aucun changement de méthodes comptables.

3. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Dans la poursuite de la période atypique connue en 2020 et ayant engendré une forte volatilité, les activités de Bourse Direct ont bénéficié du maintien d'un contexte d'activité soutenu, tant en termes de volume d'ordres, que de recrutement de nouveaux clients. Au cours du premier semestre, Bourse Direct a acquis la société Arobas Finance, dédiée au conseil en patrimoine. Cette dernière a été intégrée dans les comptes de Bourse Direct via une transmission universelle de patrimoine en juin 2021. La transmission universelle de patrimoine (TUP) a été placée sous le régime fiscal de faveur prévu à l'article 210A du CGI et réalisée à la valeur comptable. La fusion absorption s'est traduite par un mali technique de confusion de patrimoine de 1 285 140 €. Ce mali a été affecté au fonds commercial et a été comptabilisé dans un sous compte des immobilisations incorporelles. Il fait l'objet d'un test de dépréciation à date d'arrêt.

4. CAISSE, CRÉANCES ET DETTES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Les comptes de banque et de caisse s'analysent comme suit :

(En euros)	Créances		Dettes	
	30.06.2021	31.12.2020	30.06.2021	31.12.2020
Caisse	-	-	-	-
Banques centrales, CCP	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Comptes ordinaires à vue	329 014 463	190 530 915	818 789	1 557 323
<i>Dont trésorerie propre</i>	40 448 169	36 306 690	-	-
Créances et dettes à terme	758 395 432	814 156 589	75 875 484	99 655 804
<i>Dont trésorerie propre</i>	5 000 000	14 960 038	-	-
TOTAL	1 087 409 895	1 004 687 504	76 694 273	101 213 127
Actions propres				

Bourse Direct place les fonds déposés par sa clientèle principalement sur des comptes rémunérés, dans le cadre de ses obligations réglementaires sur le cantonnement des actifs de la clientèle des entreprises d'investissement.

La trésorerie de la société, qui s'élève au 30 juin 2021 à 45 448 169 euros est présentée sous cette rubrique.

Au 30 juin 2021, le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle est présenté sous la rubrique « Créances sur des sociétés liées » dans les autres actifs (cf. note 10).

Les dettes à terme d'un montant de 75 875 484 euros sont liées au financement des positions différées (SRD et ROR) de la clientèle de la société.

Ces créances sont mobilisables à tout moment; les dettes ont une échéance inférieure à un an.

5. ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE ET DETTE REPRÉSENTÉE PAR UN TITRE

Au 30 juin 2021, les postes « Actions et autres titres à revenu variable » et « Dettes représentées par un titre » se composent de la façon suivante :

(En euros)	Actif		Passif	
	30.06.2021	31.12.2020	30.06.2021	31.12.2020
Actions et autres titres à revenu variable (Actif) / Dettes représentées par un titre (Passif)	91 358 653	115 061 555	4 168 211	5 391 190
TOTAL	91 358 653	115 061 555	4 168 211	5 391 190

Les titres de transaction sont détenus dans le cadre de l'activité à règlement différé des clients de Bourse Direct. Ce poste présente de façon décompensée les opérations selon qu'elles sont acheteuses ou vendeuses.

6. PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

Au cours du premier semestre 2021, Bourse Direct a acquis une participation complémentaire de 258 508 € dans la société EASDAQ N.V., détenant ainsi un investissement total de 1 454 354 euros société non cotée établie en Belgique, soit une participation de 8,34 %.

Au 30 juin 2021, cette participation a fait l'objet d'une évaluation multicritères visant à s'assurer que sa valeur d'utilité est au moins égale à sa valeur nette comptable ; cette méthode comprend comme critères principaux une analyse de cash-flows actualisés basée sur les prévisions de la société.

Dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés dans le cadre de l'actualisation des cash-flows et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

- > Taux d'actualisation : 9,76 %
- > Taux de croissance à long terme : 2 %
- > Durée de l'actualisation : 5 ans
- > Taux de croissance de l'activité : selon le budget entériné par la société.

Le taux d'actualisation est appliqué sur le résultat après impôts.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation des deux premières hypothèses clefs est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme. La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de la quatrième hypothèse est plus importante mais ne nécessiterait pas de constater de dépréciation au 30 juin 2021.

Sur la base de cette analyse, aucune dépréciation n'est nécessaire au 30 juin 2021.

Au cours du premier semestre 2021, Bourse Direct a acquis 100 % des titres de la société Arobas Finance en mars 2021 pour un montant de 1,6 m€. A la suite de la réalisation d'une transmission universelle de patrimoine en date du 7 juin 2021, les titres Arobas Finances ont été éliminés et un mali technique de confusion de patrimoine a été constaté pour 1,3 m€ et enregistré dans les immobilisations incorporelles.

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La variation des immobilisations incorporelles qui sont inscrites à l'actif en application des principes décrits en note 1.6, et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En euros)	Valeur brute au 31.12.2020	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 30.06.2021
Marques et brevets	16 769	-	-	16 769
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	20 649 347	35 254	-	20 684 601
Fonds commercial	13 571 810	1 285 140	-	14 856 950
Immobilisations incorporelles en cours	1 835 124	493 681	-35 254	2 293 551
Autres immobilisations incorporelles	-	89 331	-	89 331
TOTAL	36 073 050	1 903 406	-35 254	37 941 202

(En euros)	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2020	Dotations	Reprises	Amortissements et dépréciations cumulés au 30.06.2021
Marques et brevets	-	-	-	-
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	17 265 278	521 099	-	17 786 377
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	4 045	-	4 045
TOTAL	17 265 278	525 144	-	17 790 422

(En euros)	Valeurs Nettes Comptables 30/06/2021	Valeurs Nettes Comptables 31/12/2020
Marques et brevets	16 769	16 769
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	2 898 224	3 384 069
Fonds commercial	14 856 950	13 571 810
Immobilisations en cours	2 293 551	1 835 124
Autres immobilisations incorporelles	85 287	-
TOTAL	20 150 781	18 807 772

Le poste « Fonds commercial » comprend les fonds de commerce acquis ou intégrés par Bourse Direct lors d'opérations de croissance externe. Cette clientèle est toujours exploitée par la société au travers de ses différentes marques. Au cours du premier semestre 2021, la société a procédé à l'acquisition de la société Arobas Finances, conseiller en patrimoine, ayant entraîné la constatation d'un fonds de commerce de 1 285 140 € après réalisation d'une transmission universelle de patrimoine en juin 2021.

Sur une base semestrielle, le fonds commercial historique fait l'objet d'une étude multicritères visant à s'assurer que sa valeur d'utilité est au moins égale à sa valeur nette comptable ; cette méthode comprend comme critères principaux une analyse de cash-flows actualisés ainsi que d'autres indicateurs d'activité tels que le nombre de comptes clients ou le niveau d'activité de la clientèle (volume d'ordres exécutés). Dans le cadre de ces évaluations, les principaux paramètres utilisés pour l'actualisation des cash-flows et de la détermination de la valeur terminale sont les suivants :

- > Taux d'actualisation : 10,97 %
- > Durée d'actualisation : 5 ans
- > Taux de croissance à long terme : 2 %
- > Taux de croissance de l'activité et du volume d'ordres exécutés : + 3 à 5 %.

Le taux d'actualisation est appliqué sur le résultat après impôts.

La sensibilité de la valeur d'utilité ainsi déterminée à la variation de la première et troisième hypothèse est faible. Ainsi, une augmentation de 100 points de base appliquée au taux d'actualisation n'entraînerait pas une baisse de la valeur d'utilité qui nécessiterait de constater une dépréciation ; il en est de même pour une réduction de 100 points de base du taux de croissance à long terme.

La sensibilité de la valeur d'utilité à la variation de la quatrième hypothèse est plus importante mais une réduction de 100 points de base appliquée au taux de croissance ne nécessiterait pas de constater de dépréciation.

Les immobilisations en cours comprennent principalement des logiciels et développements informatiques en cours de réalisation par la société.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

La variation des immobilisations corporelles qui sont inscrites à l'actif en application des principes décrits en note 1.7, et des amortissements correspondants se présentent comme suit :

(En euros)	Valeur brute au 31.12.2020	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 30.06.2021
Agencements, installations	129 236	-	-	129 236
Matériel de bureau informatique	6 551 708	94 939	-	6 646 647
Mobilier	11 168	-	-	11 168
Immobilisations corporelles en cours	561 162	102 112	-	663 274
Autres immobilisations corporelles	-	21 119	-	21 119
TOTAL	7 253 274	218 170	-	7 471 444

(En euros)	Amortissements et dépréciations cumulés au 31.12.2020	Dotations	Reprises	Amortissements et dépréciations cumulés au 30.06.2021
Agencements, installations	120 481	1 086	-	121 567
Matériel de bureau informatique	5 195 748	238 632	-	5 434 380
Mobilier	8 634	451	-	9 085
Autres immobilisations corporelles	-	17 998	-	17 998
TOTAL	5 324 863	258 167	-	5 583 030

(En euros)	Valeurs Nettes Comptables 30.06.2021	Valeurs Nettes Comptables 31.12.2020
Agencements, installations	7 669	8 755
Matériel de bureau informatique	1 212 267	1 355 960
Mobilier	2 083	2 534
Immobilisations corporelles en cours	663 274	561 162
Autres immobilisations corporelles	3 121	-
TOTAL	1 888 414	1 928 411

9. COMPTES DE NÉGOCIATION ET DE RÉGLEMENT

Ce poste se décompose de la façon suivante :

(En euros)	Actif		Passif	
	30.06.2021	31.12.2020	30.06.2021	31.12.2020
Comptes de négociation et règlement	69 159 335	14 326 847	73 596 979	26 885 302
TOTAL	69 159 335	14 326 847	73 596 979	26 885 302

Les comptes de négociation et de règlement résultent des opérations sur titres menées par Bourse Direct dans le cadre de son activité de compensateur-négociateur et constituent principalement des comptes de suspens techniques vis-à-vis du marché.

10. AUTRES ACTIFS

Ils s'analysent comme suit :

(En euros)	30.06.2021	31.12.2020
Immobilisations financières	323 827	327 108
Personnel	8 396	14 881
Etat et organismes sociaux	7 348	4 029
Débiteurs divers	246 680	810
Créances sur des sociétés liées	32 976 034	12 617 488
TOTAL	33 562 285	12 964 316

A l'exception des immobilisations financières, principalement composées de dépôts et cautionnements constitués dans le cadre des activités de la société, les autres actifs sont tous à échéance de moins d'un an.

Au 30 juin 2021, les créances sur des sociétés liées représentent le dépôt de garantie versé par Bourse Direct dans le cadre de l'activité sur les marchés dérivés de sa clientèle.

11. OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Ce poste se décompose de la façon suivante :

ACTIF (En euros)	30.06.2021	31.12.2020
Créances sur des sociétés liées	20 756 219	10 702 662
Créances clients	3 189 656	2 649 077
Dépréciation de créances douteuses	-231 752	-193 078
TOTAL	23 714 123	13 158 661

PASSIF (En euros)	30.06.2021	31.12.2020
Comptes courants vis-à-vis de sociétés liées	529 146	471 077
Clients de la société de bourse	75 397	126 843
Avoirs de la clientèle	1 082 122 922	947 692 196
TOTAL	1 082 727 464	948 290 116

Ces créances et ces dettes ont une échéance de moins d'un an.

Ces créances clients à plus d'un an sont considérées comme douteuses et font l'objet d'une dépréciation à 100 % pour la part non couverte par les garanties obtenues par la société lorsqu'une espérance de recouvrement existe ; dans le cas contraire, ces créances sont passées en perte (cf. note 16).

12. PROVISIONS

Les mouvements de provisions se présentent comme suit :

(En euros)	Montant à l'ouverture de l'exercice 2021	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant au 30/06/2021
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions :					
- liées au personnel	-	-	-	-	-
- liées aux litiges clients et autres	-	-	-	-	-
Provisions pour impôts	500 000	-	-	-	500 000
Autres provisions	147 000	23 513	-	-	170 513
Sous total des provisions	647 000	23 513	-	-	670 513
Provision pour indemnité de départ à la retraite	1 061 272	15 000	-	-	1 076 272
Total	1 708 272	38 513	-	-	1 746 785

13. CAPITAUX PROPRES ET PLANS DONT LE PAIEMENT EST FONDÉ SUR DES ACTIONS

13.1 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2021, le capital social est composé de 55 256 388 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,25 euro chacune. Suite à l'annulation de 1 000 800 actions propres au cours du premier semestre 2021, le capital social a été réduit à hauteur de 250 200 € pour atteindre 13 814 097 €.

(En euros)	31 décembre 2020	Affectation résultat 2020	Dividende versé	Opérations sur le capital	Résultat de la période	31 juin 2021
Capital social	14 064 297	-		-250 200	-	13 814 097
Prime d'émission	23 001 593	-		-822 337	-	22 179 256
Réserves	1 399 032	-		-	-	1 399 032
Report à nouveau	23 114 776	3 342 281	74 970	-	-	26 532 027
Résultat de la période	6 105 100	-3 342 281	-2 762 819	-	4 258 280	4 258 280
Total	67 684 798	-	-2 687 849	-1 072 537	4 258 280	68 182 693

Affectation du résultat 2020

Conformément à la décision de l'Assemblée générale des actionnaires du 12 mai 2021, le résultat de l'exercice a été affecté comme suit :

Distribution de dividende	2 762 819,40
Report à nouveau	3 342 280,52
TOTAL	6 105 099,92

13.2 PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Au 30 juin 2021, il n'existe aucun plan de souscription d'actions en vigueur.

13.3 PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

Le 21 juillet 2017, 750 000 actions nouvelles ont été octroyées à des salariés de la société. Ce plan d'actions gratuites a été mis en place par le Directoire conformément à l'autorisation accordée par l'Assemblée générale de la société. Ses caractéristiques sont les suivantes :

Nature du plan (en €)	Plan d'attribution 2017
Date de l'Assemblée générale	11 mai 2016
Date des premières attributions au titre du plan	21 juillet 2017
Nombre total d'actions gratuites attribuées	750 000
Date départ de l'attribution des actions gratuites	21 juillet 2017
Période d'attribution (attribution par tiers sur trois périodes)	21 juillet 2019 21 juillet 2020 21 juillet 2021
Période d'acquisition en cas de non réalisation de la condition de performance	21 juillet 2027
Conditions d'attribution de présence dans la Société	oui
Conditions de performance de cours (au moins 10 séances de bourse consécutives dans les 12 mois précédant la date d'attribution)	2,20 €
Nombre d'actions gratuites en circulation au 1 ^{er} janvier	250 000
Nombre d'actions gratuites annulées au cours de l'exercice	-
Nombre d'actions gratuites acquises au cours de l'exercice	-
Nombre d'actions gratuites en circulation au 30 juin	250 000
Nombre de collaborateurs concernés	13

13.4 ACTIONS PROPRES

Au 30 juin 2021, Bourse Direct détient 1 507 009 actions propres représentant 2,73 % du capital. Ces actions étant affectées à l'objectif d'annulation ; aucune dépréciation ne doit être constatée.

Les variations enregistrées sur le premier semestre 2021 sont les suivantes :

	Situation au 31/12/2020		Augmentations : Rachats			Diminutions : cessions / annulations			Situation au 30/06/2021			
	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur	Valeur unitaire	Nombre d'actions	Valeur
Actions rachetées avec objectif d'annulation	1,48	2 177 000	3 221 622,32	3,08	330 809	1 019 107,61	-	1 000 800	1 072 536,76	2,10	1 507 009	3 168 193,17
Immobilisations financières	1,48	2 177 000	3 221 622,32	3,08	330 809	1 019 107,61	-	1 000 800	1 072 537	2,10	1 507 009	3 168 193,17
Compte de liquidité												
Titres de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1,48	2 177 000,00	3 221 622,32	3,08	330 809,00	1 019 107,61	-	1 000 800,00	1 072 536,76	2,10	1 507 009,00	3 168 193,17

14. PRODUIT NET BANCAIRE

Le produit net bancaire s'établit à 20 814 495 euros au premier semestre 2021, à comparer à 20 472 404 euros au premier semestre 2020. Les principales composantes du produit net bancaire sont les suivantes :

- > des produits de commissions qui s'établissent à 21 393 332 euros au premier semestre 2021 contre 21 077 586 euros en 2020 ;
- > des frais d'exécutions des transactions pour un montant de 3 491 082 euros contre 3 105 659 euros au premier semestre 2020 ;

pour un nombre d'ordres total de 3,4 millions, stable en comparaison avec le 30 juin 2020.

Les autres revenus proviennent essentiellement de produits de trésorerie et de tenue de comptes.

Le chiffre d'affaires s'élève à 24 105 768 euros en hausse de 2,7 % par rapport à la même période en 2020.

15. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Les charges générales d'exploitation se composent comme suit :

(En euros)	1 ^{er} semestre 2021	1 ^{er} semestre 2020
Rémunération du personnel	3 409 831	3 355 360
Charges sociales	1 646 206	1 629 004
Impôts et taxes	724 188	695 528
Autres services techniques	5 161 495	4 976 693
Honoraires et frais annexes	702 529	633 357
Publicité, publications et relations publiques	550 081	552 165
Participation des salariés	462 010	436 634
Frais postaux et de télécommunication	174 399	166 090
Autres charges d'exploitation	1 251 966	1 412 752
TOTAL	14 082 705	13 857 583

Les principales charges générales d'exploitation de la société sont constituées de frais de personnel, pour un montant de 5 441 045 euros au premier semestre 2021 contre 4 984 364 au premier semestre 2020. Les charges sociales incluent un montant de 360 366 euros au titre des charges de retraite.

16. COÛT DU RISQUE

Ce poste d'un montant de -38 674 euros au premier semestre 2021, contre -64 257 euros sur la même période en 2020 est principalement constitué de variations de dépréciations de créances clients.

17. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel s'élève à 39 728 euros contre 14 002 euros sur la même période en 2020.

18. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Bourse Direct constate au titre du premier semestre 2021 une charge d'impôts de 1 713 296 euros contre 1 764 200 euros au 30 juin 2020. Aucune charge d'impôt relative au résultat exceptionnel n'est à constater.

Pour rappel, la société avait également constaté au 31/12/2020 une dotation pour risque sur litige fiscal d'un montant de 500 000 € à la suite d'un contrôle fiscal conduisant à une proposition de rectification au titre de l'intégralité du CIR sur les 4 années contrôlées (exercices 2014 à 2017) d'un montant total de 1,6 million d'euros. La société conteste la position de l'administration fiscale sur la majorité des dossiers concernés.

19. AUTRES INFORMATIONS

19.1 ENGAGEMENTS HORS-BILAN

(En euros)	30.06.2021	31.12.2020
Engagements donnés		
Titres en conservation	-	-
Titres à livrer	91 586 572	115 976 178
Garantie à 1 ^{ère} demande donnée	-	-
Autres engagements donnés	-	-
TOTAL	91 586 572	115 976 178
Engagements reçus		
Titres à recevoir	79 722 714	105 144 172
Découvert autorisé des banques	-	-
Caution reçue sur découvert autorisé	-	-
Caution reçue sur garantie à 1 ^{ère} demande	-	-
Autres garanties reçues de la clientèle	62 419 445	47 295 760
Autres engagements reçus	-	-
TOTAL	142 142 159	152 439 932

Les titres à livrer et à recevoir reflètent les opérations d'achats et de ventes de titres pour le compte des clients de la société. Les titres détenus en conservation pour le compte des clients représentent 5 321 millions d'euros au 30 juin 2021 et 3 718,4 millions d'euros au 31 décembre 2020.

19.2 RISQUES POTENTIELS

Bourse Direct opère dans le secteur financier et fait l'objet d'une surveillance par les autorités de régulation prudentielle et de marché. Ainsi, des contrôles, pouvant déboucher sur des procédures, sont régulièrement diligentés au sein de la société dans le cadre de cette surveillance.

L'évolution des marchés boursiers reste suspendue à l'évolution de la crise sanitaire dans le monde et aux évènements politiques notamment aux États-Unis dans le contexte d'élection présidentielle.

La nature de ses métiers n'expose pas Bourse Direct au risque de liquidité.

20. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXAMEN DES COMPTES SEMESTRIELS

La société n'a pas connu d'événements importants depuis la date d'examen des comptes semestriels par le Conseil de surveillance. A noter que l'acquisition d'une participation majoritaire de 80 % dans la société EXOE, table de marché externalisée indépendante, est en cours de finalisation, sous réserve de l'accord des autorités de tutelle.

21. CONSOLIDATION DE BOURSE DIRECT

Bourse Direct ne contrôle aucune filiale et n'établit par conséquent pas de comptes consolidés.

La société est, par ailleurs, intégrée dans la consolidation des comptes de VIEL & Cie, dont le siège social est situé au 9, Place Vendôme - 75001 Paris, et dont la maison mère est Viel et Compagnie-Finance ; 23 Place Vendôme - 75001 Paris.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- > l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société Bourse Direct, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- > la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels condensés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les règles et principes comptables français.

2. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels condensés.

Paris et Paris-La Défense, le 4 août 2021

Les Commissaires aux Comptes

FIDORG AUDIT
Manuel Le Roux

ERNST & YOUNG Audit
Bernard Heller



374 rue Saint Honoré - 75001 Paris

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 14 064 297 €

R.C.S. Paris B 408 790 608 - Groupe VIEL & Cie